

S'impliquer dans le politique tout en se défiant de la politique : enjeux et modalités de la participation à un comité local d'Attac

« Ne pas mettre son drapeau, mais faire avancer les choses » ; L, #7

*Compte-rendu d'observations, EQSS
Julien PONGERARD, ENSC, 1D3
Janvier 2013*

SOMMAIRE :

- Avertissement
- Entrée sur le terrain
- Tableau des observations réalisées
- Compte-rendu d'observations
 - A) *La définition d'un groupe altermondialiste : participation et intégration au politique*
 - B) *La défiance vis-à-vis de la politique : une participation critique (avec et à l'intérieur d'Attac) au jeu organisationnel.*
 - C) *Le groupe : un espace interactif de participation politique.*
- Retour sur ma position de chercheur
- Annexe 30/09
- Bibliographie

AVERTISSEMENT.

Ceci est le compte-rendu de mes observations pour le cours d'Enquête Qualitative en Sciences Sociales. Il n'est en aucun cas destiné à être diffusé. Mon statut d'observateur incognito m'a conduit à anonymiser autant que possible mes données, qui demeurent pourtant très vulnérable à une analyse par quelqu'un familier du milieu observé. J'ai tout lieu de craindre que si mes enquêtés, très soucieux de la visibilité et de l'image donnée de leur mouvement, et méfiants à l'égard des institutions officielles comme l'Ecole Normale Supérieure, découvraient qu'ils ont fait l'objet d'un compte-rendu écrit, ce terrain se fermerait à de possibles enquêtes sociologiques futures.

ENTREE SUR LE TERRAIN

J'ai choisi d'observer un groupe local d'ATTAC, association altermondialiste. J'ai trouvé sur internet les coordonnées de deux groupes locaux, %B et %A¹, qui tenaient des réunions (ouvertes à tous) correspondant à mon emploi du temps. Je me suis rendu à une réunion du groupe %B ; j'y ai appris que ce groupe comptait fusionner avec le groupe local %A, car ses effectifs ne lui permettaient plus de maintenir ses actions, et son animateur principal comptait abandonner ses responsabilités. **J'ai donc décidé d'observer le groupe %A, au moment particulier de la « fusion »** (terme retenu par les militants), **qui est en fait une intégration du groupe %B.**

Lors de l'entrée sur le terrain (#0), j'ai été accueilli par K' qui ne m'a pas laissé le temps d'expliquer qui j'étais ; comprenant que je venais à une réunion Attac, elle m'a aussitôt présenté aux autres comme un nouveau militant, jeune recrue inespérée. Ceux-ci m'ont félicité et intégré au groupe comme « observateur », en vue d'une adhésion future. J'ai choisi de saisir cette opportunité pour mener une observation en observateur incognito. Lors de ma présentation au groupe %A, j'ai expliqué venir du groupe %B, en ajoutant qu'il y avait « aussi » un intérêt universitaire à ma présence, mais les militants ont semblé rapidement l'oublier, m'intégrant dans leur équipe.

A ma première réunion de %A, personne ne semblait vouloir être secrétaire de séance ; me souvenant des leçons de Whyte², j'ai accepté de rédiger un compte-rendu, m'intégrant au groupe en me rendant utile, et pouvant ainsi taper sur mon ordinateur les notes utiles à mes observations (je n'avais pas de voisin proche). La plupart des militants assistent aux réunions avec un cahier sur lequel ils prennent des notes, j'ai donc ensuite pu faire de même. Cependant, le volume d'écriture n'a pas manqué de surprendre mes voisins, essayant de regarder ce que j'écrivais ; lors des réunions où beaucoup de monde était présent, j'ai donc adopté une stratégie de dissimulation, écrivant volontairement de façon quasi-illisible, dissimulant les phrases dans des dessins et « gribouillages », désignant les personnes présentes par des symboles.

¹ le « % » étant le logo d'Attac, symbolisant les 0,05% d'imposition sur les transactions financières pour laquelle elle milite

² Whyte, W., *Street corner society : la structure sociale d'un quartier italo-américain*, La Découverte, 2002, se retrouve dans la même position lors de sa participation à un comité électoral.

TABLEAU DES OBSERVATIONS REALISEES.

Pour des raisons évidentes d'anonymat, je garde confidentielles les dates et lieux précis. Je désigne chaque militant par une initiale, attribuée aléatoirement (tirage avec des dés sur les 24 lettres autres que A et B déjà utilisées pour les noms des comités). A défaut d'avoir gardé le sens sociologique des prénoms, suit une rapide description des protagonistes les plus souvent évoqués dans mon analyse.

N°	Date	Heure	Lieu	Nature	Objet principal, ordre du jour	Présents ³
#0	semaine, mi-septembre	19h30 - 21h45	(i) Sous-sol d'une maison des associations, dans l'est parisien	réunion du comité ATTAC « %B »	fusion/ dissolution du comité %B	R', D', N', P', K'
#1	semaine, quelques jours plus tard,	21h45-22h00	(ii) Sous-sol d'une mairie dans quartier dit « bobo »	Réunion du comité ATTAC « %A » (le comité que j'observerai)	Admission du comité %B ; présentation du FSM de Tunis	T, H, J, Q, M, E, F, L, I, W,
#2	Le même jour	22h00 - 22h30	(iii) Brasserie non loin de (ii), plutôt haut de gamme (tarifs élevés, service élégant)	Pot suite à la réunion		T, J, Q, M, L, W
#3	Vendredi 21 septembre	18h45	Villa du Moulin Dagobert, Paris 11 ^e	« apéritif militant » au siège d'ATTAC	Organisation de la manifestation du 30 septembre	L, D', K', Z' qui a quitté %B en 2011, S*
#4	Dimanche 30 septembre	13h - 15h	Place de la Nation, Paris	Manifestation	Lutte contre le traité européen « d'austérité budgétaire »	Vus : K', T, W, L
#5	week-end, début octobre	10h15 - 13h	Sous-sol d'une maison des associations dans un quartier historiquement bourgeois	Réunion commune aux deux groupes %A et %B	Accueil d'un sommet mondial à l'été 2014 ; modalités de la fusion entre les groupes	L, Q, moi, W, Z, P', K', T, X, R', U, D', D
#6	Le même jour	13h-13h50	Brasserie de milieu de gamme (tarifs moyens, service lent, télévision)	Déjeuner entre adhérents de %A	Le départ de deux membres de %B en 2011	T, W, Q, L
#7	Semaine, mi-octobre	19h30 - 22h	(ii)	Réunion du comité %A agrandi	Fonctionnement du nouveau comité ; Aéroport de Notre-Dame des Landes	H, M, D, L, V, R', P', Q, W, G, T, ii, O
#8	Le même jour	22h - 22h35	(iii)	Suite à la réunion, pot du comité		M, i, L, Q (que des membres de %A)
#9	Semaine, fin novembre	19h30 - 22h15	(ii)	Réunion %A agrandi	Bilan du Forum mondial de Florence	T, X, L, Y, Q, R'

- %B ; j'ai noté ses membres avec une apostrophes pour les distinguer aisément dans le compte-rendu, et comprendre la spécificité des interactions qui les incluent.
 - P', homme, animateur de %B, ancien professeur d'histoire, fils de pied-noir, adhérent au Parti de Gauche, 60-65 ans
 - K', 70-75 ans, trésorière ; elle exprime régulièrement ses doutes, les « contradictions dans sa tête », fait état des apories du projet altermondialiste devant tout le groupe.
 - D', femme active, relativement jeune par rapport au groupe (45 ans)
- %A

³Ils sont ici donnés dans le sens de leur placement autour des tables, dans le sens horaire, en partant du premier à ma gauche. J'ai réalisé des plans de tables pour chaque réunion.

- L, homme, animateur (se dit une fois « président ») de %A, ancien employé de banque, environ 60 ans
 - W, homme, trésorier de %B, comptable récemment retraité d'un établissement public
 - Q, femme, retraitée, environ 60 ans, compagne de W, milite dans une association de commerce équitable
 - A, femme, environ 60 ans, présente une seule fois, milite contre le projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes
 - M, septuagénaire, vient aux réunions dans une tenue toujours soignée et cherche à nouer contact avec tous les membres.
 - Y, femme, septuagénaire, ancienne enseignante
 - E, homme, environ 40 ans, d'origine africaine, spécialisé sur les questions d'immigration
- S*, permanent d'Attac, responsable au niveau national.

* * *

COMPTE-RENDU D'OBSERVATION

S'impliquer dans le politique tout en se défiant de la politique : enjeux et modalités de la participation à un comité local D'ATTAC

« La question relative au positionnement d'Attac par rapport au politique n'est pas nouvelle ; elle est abordée dans le texte fondateur même d'Attac »⁴. Le rapport de l'Action pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens au politique est ainsi une « question », ou même un problème. A sa genèse, Attac se voulait un « sursaut civique et militant » pour « relever le double défi d'une implosion sociale et d'une désespérance politique ». D'emblée, ce mouvement s'inscrivait donc dans l'univers politique, c'est-à-dire celui des décisions prises par les gouvernants quant aux domaines relevant de l'intérêt public ; décisions que le mouvement discute, conteste, remet en cause, en même temps que les idées et principes qui les soutiennent – c'est-à-dire qu'il s'oppose aux formes conventionnelles de la politique. J'ai observé un comité local de cette association nationale, dans ses réunions (écoute des discours ; observation des comportements; suivi des projets), mais aussi en-dehors (accompagnement à des événements parallèles ; participation à des rendez-vous amicaux, etc.), en tâchant de comprendre en quoi la participation à un comité local pouvait être dite « politique » ou non. Le comité local ne constitue pas une solution simple à l'ambiguïté d'une organisation à vocation politique se revendiquant anti-politicienne ; les militants locaux revendiquent leur originalité, leur déviance vis-à-vis des normes du militantisme. Certes, ils sont loin d'être seuls, et cette forme de déviance est largement reconnue et acceptée dans la société ; mais ils continuent de se *voir* et de se *revendiquer* comme « emmerdeurs », gêneurs du monde politique, politiquement non-corrects. Je me suis donc penché sur cette ambivalence, en questionnant la nature de la participation selon trois dimensions dont chacune inclut

⁴ Annonce de débat « Attac et le politique », <http://www.france.Attac.org/Attac-et-le-politique>
Julien PONGERARD, ENSC, 01/2013

la précédente : participation au groupe (niveau local) ; à la politique (dimension organisationnelle) ; au politique (dimension sociétale). Le plan suit le sens inverse de cette montée en généralité :

- a) Le groupe, instance d'intégration productrice de lien social, participe du politique.
- b) Le comité comme organisation lutte dans le jeu politique sans entrer dans les mêmes définitions.
- c) Les membres du groupe élaborent une représentation qui essaie de conformer les réalités aux attentes, faisant du groupe un espace interactif de participation politique.

A) La définition d'un groupe altermondialiste : participation et intégration au politique

Le comité local Attac que j'ai observé est un groupe politique, ensemble de personnes unies vers une finalité politique : proposer des alternatives aux orientations du vivre-ensemble. Durkheim s'est intéressé à ces groupes dès la fin du XIXe siècle, énonçant que « *l'essentiel du jeu politique se joue précisément dans la construction sociale de groupes politiques plus ou moins homogènes ou réels, c'est-à-dire dans le choix des acteurs collectifs qui peuvent légitimement participer à la lutte politique et dont la parole est reconnue comme "politique"* » [Durkheim, *Leçons de Sociologie*, PUF, 1969, p138, cité par Champagne, 1984]. Ils sont définis par la présence d'un lien social particulier ; des normes régissent ce groupe, qui a ses intérêts propres et s'appuie sur une certaine culture politique.

Les « normes » qui ont cours dans le groupe sont à la fois un marqueur de l'existence d'une conscience de groupe et un opérateur de sa définition et de sa perpétuation, à travers l'intégration qu'en font les membres de la collectivité. Le groupe est tenu par des normes idéologiques, mais aussi des normes pratiques. J'ai ainsi eu à intégrer, en tant qu'observateur anonyme, la norme du rire, qui tient un rôle important au sein du groupe observé. Le rire – ou son pendant plus discret, le sourire clairement affiché – désamorce des situations tendues ; lorsque des mots non-acceptables ou des idées que le groupe ne supporte pas de voir affichées sont exprimés, le rire signale qu'il ne faut pas les prendre au sérieux, et permet d'oublier les ruptures du « tabou » qu'il met en évidence. Il est un outil précieux pour l'observateur, signalant des moments importants où sont mis en parole, exceptionnellement, des éléments majeurs et d'ordinaire tenus cachés. Cela a notamment été le cas #1 lorsque J a révélé les influences de L sur le vote de tout le groupe. Dans une perspective durkheimienne [Durkheim, *Les Règles de la Méthode sociologique*], cette rupture de la norme est ce qui la met en évidence ; le rire qui accompagne les révélations sur les modes d'élection révèle un tabou du groupe, élément connu de tous dont on a intériorisé l'injonction à ne pas parler. Le groupe est aussi défini par des normes concrètes dénotant une proximité informelle entre ses membres : le tutoiement, l'appel par le prénom et le fait de se saluer en se faisant la bise sont imposés à tous, y compris les nouveaux arrivants, qui se font rappeler à l'ordre s'ils ne respectent pas cette norme. Dans les « pots » dits « informel » qui suivent systématiquement les réunions,

où chacun est invité, les discussions ne portent plus directement sur la politique, mais sur des éléments de la vie quotidienne de chacun. De même, les réunions du comité d'animation (mensuelles) sont « *chez l'un d'entre nous* », « *occasion de boire et de manger* » (L), cultivant un entre-soi informel et « bon vivant ».

Les membres du groupe partagent un ensemble d'opinions politiques et une conception identique d'un développement « social et écologique » optimal pour la société. Tout participant aux réunions accepte des prémisses idéologiques anti-« néolibéralisme » (un terme faisant office de repoussoir, bien que ce qu'il désigne puisse être ambigu et flou, lors des réunions comme dans les publications officielles [Attac 2007]). Les actions menées et les discours qui les accompagnent valorisent un idéal révolutionnaire ; K' exprime (#0) le caractère fondamental et intériorisé, mais aussi insuffisant, de cette référence : lorsqu'elle évoque le manque de cohérence dans les perspectives concrètes du groupe, elle reprend avec ironie le discours trop commun : « *Pour quoi est-ce qu'on se bat ? La révolution, mais encore ?* ». La proximité idéologique est aussi une proximité sociale, en accordance avec la thèse de Lazarsfeld [1944] : « les gens pensent politiquement comme ils sont socialement ». Les membres du groupe sont majoritairement issus de classes moyennes instruites, notamment du milieu enseignant. Sur les huit personnes les plus souvent présentes dans les réunions, au moins trois sont d'anciens enseignants, et trois des employés ou anciens employés dans l'administration privée. Leur positionnement social et politique a pour résultat une « exposition sélective » [Lazarsfeld, 1944] aux discours politiques altermondialistes qui accentue encore la proximité de leurs opinions. Par exemple, lors de la réunion #0, plus de 75% des membres présents avaient vu un même reportage télévisé, sans en avoir parlé entre eux, diffusé en deuxième partie de soirée sur la chaîne Arte (avec une faible audience générale).

Le groupe est en lui-même une instance de socialisation particulière. Les membres sont souvent des retraités, qui y trouvent un espace où faire des rencontres : ils y trouvent des « *copains* » (terme souvent employé), avec qui ils échangent des informations sur leur situation et leurs droits (#8). Ils mettent en parallèle leur engagement à Attac et les autres occupations propres à leur situation de retraités : engagements associatifs, garde des petits-enfants pendant les vacances scolaires (Q, #5). Le comité local Attac est cependant un espace de socialisation particulier, d'un « tout est politique » (j'utilise à dessein cette expression de Mai 68, moment de référence dans la mythologie des groupes altermondialistes) : la dimension politique investit toutes les dimensions de la vie. Par exemple, les membres se disent féministes, et le langage est étroitement surveillé en ce sens, en permanence : si quelqu'un prononce « *un dirigeant possible* », J le reprend : « *ou une dirigeante !* » #1. De même, lors des pots qui suivent les réunions, de nombreux éléments sont sujets à une interprétation politique, confirmant aux yeux des membres de %A le bien-fondé de leurs positions politiques ; ainsi le prix des consommations est systématiquement prétexte à l'incrimination d'un système capitaliste exploitant les classes populaires.

Ce groupe fait état d'une conscience de soi en tant que groupe ; ces « copains » disent « nous », se savent pris dans des réseaux horizontaux (les autres associations altermondialistes) et verticaux (au sein

d'Attac). Les membres mettent ainsi en œuvre des actions qui servent des intérêts propres au groupe. L'union semble avoir pour finalité l'action ; les réunions sont un espace de réflexion, de maturation d'idées politiques qui doivent déboucher sur des actions concrètes et des propositions de changements afin de « *changer le monde* »⁵.

Le groupe a également conscience de ses limites, notamment de son déclin : des membres m'expliquent que les groupes locaux périssent parce qu'ils manquent de jeunes et ne sont plus attractifs. Ainsi K' m'accueille comme un secours inespéré (elle me prend dans ces bras, me présente aux autres en disant « *Regardez ! Voilà un jeune* »), et L s'inquiète de voir son groupe vieillir. Pour renouveler le groupe, L (60 ans) transmet un « capital militant »⁶ à V (20 ans), lui expliquant comment s'insérer dans les réseaux militants universitaires pour plus d'efficacité. Le groupe se maintient aussi par la réaffirmation ponctuelle et régulière de son existence et de son importance ; c'est la fonction des réunions du comité local, moments d'« effervescence collective », dans le vocabulaire de Durkheim⁷. Les participants n'y remettent jamais en cause l'objectif du groupe, ne discutant que des moyens d'action pour promouvoir un projet altermondialiste pourtant mal défini parfois (par exemple sur la politique migratoire à mener). L'importance des réunions est claire lorsque celle du 1^{er} décembre a dû être annulée faute de participants ; L et Q ont insisté à plusieurs reprises, oralement et par mail, sur l'importance d'assister à la suivante, exprimant la crainte de voir ces moments s'espacer. Le moment de la fusion entre %A et %B a aussi été l'occasion d'afficher la volonté de voir le groupe se renouveler ; en abordant le projet #1, L parle de « *relancer la dynamique* » du comité local %A ; il s'agit avant tout de mobiliser de nouvelles forces, d'être plus efficaces « *ensemble* » : c'est une « *occasion* » à saisir. Les membres expriment alors leur souci primordial du maintien d'une activité maximale, proposant de délocaliser les réunions de %A (pourtant cinq fois plus important en termes d'effectif) pour permettre à un militant ayant du mal à se déplacer de continuer à militer ; ils expriment aussi leur déception en apprenant que des militants ayant quitté %B en 2011 ne reviendraient pas avec la fusion (#3).

Le groupe a enfin une existence historique dont ses membres perpétuent la connaissance. Son ancienneté et son efficacité donnent une valeur au groupe en lui-même. L'ancienneté est implicitement valorisée ; lors de la réunion de fusion entre %A et %B #5, chacun donne deux éléments : son prénom et depuis combien de temps il est à Attac. Des hochements de tête, regards d'admiration et interjections sont d'autant plus marquée que l'ancienneté est grande (indiquée par la petitesse du numéro d'adhérent). Les deux groupes locaux, %A et %B, m'ont été présentés (par L et par P') à travers leurs importance au plan national : le fait qu'ils avaient fourni des membres au Conseil d'Administration (CA), leurs liens avec les Commissions nationales, l'écriture de rapports qui ont eu un écho national. On souligne aussi régulièrement le fait que les dirigeants d'Attac sont dignes de confiance, au contraire des politiciens perçus comme arrivistes. Il y a là un biais d'analyse assez évident : ces dirigeants sont perçus comme

⁵ <http://www.france.Attac.org/qui-sommes-nous>

⁶ Matonti F., Poupeau F. « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales* 155, 2004

⁷ Durkheim, *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*

honorables *parce qu'*appartenant à Attac. Le groupe est ainsi immédiatement investi de valeurs positives, et fondement de légitimité aux yeux de ses membres.

Le groupe se positionnement clairement à gauche, une gauche contestataire du système, telle que la décrit H. Kitschelt [1990] : les membres d'Attac partagent avec les socialistes « *la méfiance du marché et de l'éthique de la réussite personnelle [et] une vision égalitaire de la société* », mais « *rejetent l'idée que les bureaucraties publiques centralisées aient l'autorité de réguler la conduite sociale travers la "planification"* ». Ils mettent l'« *accent sur le caractère prioritaire de l'autonomie, de la démocratie, de l'épanouissement personnel et de la communauté* », mais sans aller jusqu'à « *adopter l'idée anarchiste d'une société fondée sur des communautés autonomes* ». Le groupe est bel et bien politique, au sens d'un espace de maturation d'idées politiques. Selon leur discours, les valeurs idéologiques communes aux membres sont à l'origine de leur participation politique, et donc un précédent logique et chronologique aux normes que nous avons vues ci-dessus. Ainsi, lors des présentations, les membres désignent un événement politique ou un moment intense de lutte pour des acquis sociaux comme déterminant de leur engagement politique à Attac. Ils valorisent l'engagement dans le politique : lors d'un vote interne, sur un projet, ceux qui s'abstiennent sont sanctionnés par des réprobations (« *Ooh !* », « *Bah non !* », haussements d'épaules), à la fois par les partisans et les opposants au projet.

La participation au groupe est une participation politique ; plus d'un tiers du temps des réunions est consacré à l'annonce de prochaines actions (manifestations, débats), et joue donc un rôle-clé dans la participation au politique. C'est peut-être le moment le plus politique du processus de participation, au sens où c'est là que l'on donne un sens politique aux actions concrètes que seront ensuite un défilé, un choix de consommation, la diffusion d'une information. Elle est aussi le moment d'une division du travail militant, en envoyant des membres à plusieurs événements simultanés, car un problème majeur du groupe est de répondre aux multiples sollicitations : « *le problème, c'est d'être partout* » [P', #0]. Cette division du travail est le corrélat d'une « *spécialisation du travail* », pour reprendre le vocabulaire durkheimien ; que je ne connais pas m'est présentée (seulement) comme « *spécialisée sur Notre-Dame des Landes* », c'est-à-dire qu'elle est de toutes les actions sur ce sujet (opposition à l'implantation à l'aéroport) et en informe les autres ; son activité militante au sein d'Attac se limite à peu près à cet engagement. La majorité des militants ont ainsi un ou deux sujets de « *prédilection* ». Il y a alors un enjeu d'identité pour les militants (qui cherchent à renforcer leur situation de « *spécialistes* »), et d'efficacité politique pour le groupe, présent sur tous les fronts. Cela faisait défaut à %B : « *on est spécialisés* » sur le thème de l'immigration, m'explique P', et cela a entraîné le départ de membres influents du groupe en 2011 (en fait, c'était aussi un conflit personnel, les deux militants s'opposant au pouvoir de P'). Cette restriction des objectifs, éloignée des enjeux de lutte globale d'Attac, peut expliquer en partie l'absence de résistance au projet de fusion, pourtant lourd de contraintes pour les militants de %B (réunions plus éloignées de chez eux, nécessité de s'intégrer dans un groupe inconnu, etc.).

Le comité local Attac est donc de nature politique, comme la participation des membres. Mais comme le note S. Luck [2008⁸] à propos des militants de la gauche contestataire, « leur engagement est généralement perçu comme politique par essence, par opposition à la superficialité des affrontements politiques. ». La participation au politique prend la forme d'un rejet de *la* politique, donc d'une participation « critique » aux jeux de définition du pouvoir dans la société. Le discrédit de la politique telle qu'elle est pratiquée par les gouvernants fait partie du socle de références communes, et est accentuée par l'exposition sélective à travers les réseaux militants : « *à travers leur inscription dans des réseaux politiques et leur accès à des listes de diffusion électroniques, les activistes sont largement exposés à des informations très critiques envers l'activité des représentants de la nation. Ces informations contribuent à entretenir la radicalité de leur dénonciation des jeux de la politique "politicienne" »* [Luck]. Il faut donc comprendre comment la participation critique au jeu politique des organisations est le corrélat d'une position de défiance vis-à-vis du monde politique dominant, et entretient une ambiguïté sur le statut du groupe.

B) La défiance vis-à-vis de la politique: une participation critique (avec et à l'intérieur d'Attac) au jeu organisationnel.

Le comité local se situe dans une position de défiance à l'égard des acteurs institutionnels du jeu politique. Il s'agit tout d'abord d'une défiance vis-à-vis des organisations politique ; Attac ne se revendique pas comme telle. Sur son site, elle se dit « *organisation internationale impliquée dans le mouvement altermondialiste* » Le terme même de « politique » est ainsi évacué de la description de l'organisation, qui revendique de « faire la politique autrement », selon les mots de Wintrebert [2007]. C'est même, selon Agrikolianski [2001], une fin du comité local : « *Les militants (...) trouvent au sein de l'association une arène de discussion et d'action d'où sont absents ceux dont ils dénonçaient l'influence néfaste sur les partis : les professionnels de la politique.* ». Les organisations professionnalisées (syndicats, partis) sont en effet souvent accusées de nombreux maux ; comme l'écrit S. Luck, « *Légitimité et efficacité tendent à être davantage placés du côté des mouvements sociaux que des partis, perçus comme le lieu de luttes de pouvoir vaines, stigmatisés pour leur éloignement des préoccupations réelles de la population et relégués au rang de simples relais d'une volonté populaire exprimée à la base.* ». Les membres de %A assument de les rejeter en bloc : « *[les dirigeants] sont tous pourris* » (K'). Cela se traduit par une volonté de se tenir à l'écart de ces organisations :

[#9, 22h05, fin de réunion ; quelques militants ont déjà annoncé une demi-douzaine d'événements]

L : *Bon, est-ce que quelqu'un veut encore dire quelque chose ?*

⁸ Par défaut, toutes les citations suivantes de Luck renvoient au même ouvrage
Julien PONGERARD, ENSC, 01/2013

R' [levant le doigt] : *oui ! ... [cherche dans son carnet] ...euh, il y a ... [trouve] ah ! Le 1^{er} décembre, le Parti de Gauche organise des Assises pour l'Ecosocialisme, et donc - -*

L [lui coupant brusquement la parole] : *ON VEUT PAS LE SAVOIR ! Allez, allez !* [il range ses affaires, levant la séance ; R' se pince les lèvres, range à son tour ses affaires et part sans rien dire]

Ce rejet se fonde sur le mythe communément accepté du danger d'entrisme qui menacerait Attac, notamment depuis la tentative (supposée) de la fraction « Etincelle » de Lutte Ouvrière, ont des membres avaient intégré %A et tenté d'être élu au CA ; mais aussi sur la fameuse crise de 2006, très complexe (soupçons de fraude électorale, remise en cause des statuts de l'association et de ses deux collègues directeurs, etc.), mais dont l'interprétation que l'on retient (L me l'explique devant tout le monde) est un triomphe de la base des « militants » contre une direction qui aurait voulu orienter Attac vers la forme d'un parti politique.

Avec le refus des mécanismes partitaires, s'exprime aussi la dévalorisation de l'utilitarisme et de l'ambition organisationnelle. Pour Agrikolianski : *« l'absence de rétributions matérielles [constitue] en soi une incitation à l'engagement (logique qui échappe très largement à la rationalité instrumentale que présuppose une analyse utilitariste). »*. Les membres désapprouvent ainsi les candidats aux élections qui « veulent se faire un nom », contre lesquels L, qui connaît la plupart des candidats, les met en garde. Plus généralement, ils dévalorisent toute rétribution matérielle du militantisme, telle que Gaxie l'aurait analysée.

De façon plus générale, les militants de %A se défient de toute organisation formelle. Au moment de la fusion, ils insistent pour que le groupe reste informel (et non une association type « loi de 1901 » comme l'était %B) ; avec uniquement une déclaration pour la trésorerie. J'ai déjà souligné le côté « informel » des pots ou des déjeuners qui tiennent une place importante dans la vie du groupe ; certains militants (T) ne prennent la parole *que* dans ces moments. L et W ont m'également souligné que l'engagement à Attac était libre, que je pouvais militer « à la carte », en allant voir des commissions, ou en n'assistant pas à toutes les réunions – valorisant la souplesse de cette structure. On peut mettre en lien cette valorisation de l'informel avec l'aspect « libertaire » de ce groupe, tel que le définit Kitschelt [1990] : *« Le concept de « libertaire de gauche » implique une modification anti-autoritaire des conceptions socialistes d'une société égalitaire. Il met l'accent sur la prise de décision démocratique, et les valeurs communautaires de réciprocité qui le distinguent des préoccupations d'efficacité, d'intérêt personnel, de contrôle centralisé ou de croissance économique »*. Antilibéraux sur le plan économique, les membres de %A valorisent un libéralisme moral dans la ligne des NMS. Un indice possible est qu'au moins trois membres vivent chacun en concubinage après s'être séparé de leur conjoint(e).

A côté de cet « informalisme », les membres de %A revendiquent une dimension subversive à leur groupe. Cette subversion s'ancre dans une culture de contestation propre à ce groupe « alter » ; la revendication d'un « autre », d'un « changement », est une constante du discours d'Attac. On peut y voir le corrélat de l'opposition politique à la gauche « de pouvoir » ; le groupe se veut une force « *d'alternative, pas d'alternance* » [P²], et une nécessité pour des militants voulant modifier le système politico-social actuel.

Cette idée de subversion passe par la tenue de réunions dans des sous-sols, que les membres affectionnent (« *on l'aime bien notre petite salle !* », Q), sans doute en partie pour la connotation de secret et de persécution associée à l'imaginaire des catacombes ; le groupe aime à se penser comme un adversaire redouté (et donc martyr) du système. La manifestation est aussi un symbole de résistance et de déviance pour les membres de %A qui profitent des réunions pour relater en des termes épiques et violents comment les manifestations (souvent sporadiques) auraient été injustement harcelées et réprimées par les forces de l'ordre, c'est-à-dire du pouvoir. Alors que Tilly⁹ a montré l'institutionnalisation de la manifestation, celle-ci reste pour les membres d'Attac un moment de défi et de déviance, où l'on ruse pour contourner les interdictions (I raconte ainsi, fière, comment elle a passé les barrages policiers en se faisant passer pour une riveraine).

%A participe alors de façon critique au jeu organisationnel. Cette critique trouve un écho dans les résistances à la fusion avec %B, qui représente par certains aspects ce que craignent les militants. %B était focalisé sur la thématique de l'immigration, ce qui poussait ce groupe à agir de façon plus conventionnellement politique (dépôt de simili-« motions » au CA, liens avec les mairies) ; L veut éviter l'import de cette problématique en préconisant aux militants de %B de maintenir leurs réunions et « [leurs] sujets ». %B symbolise aussi, aux yeux de W, le formalisme d'une association « loi 1901 » ; lors d'une réunion sur les modalités administratives de la fusion, L éclate : « *Ab ! Que c'est chiant tous ces problèmes [obligation de tenue d'une assemblée générale de dissolution, etc.]* ». Et quand D' demande s'il ne serait pas plus simple de faire évoluer %A vers une association loi de 1901, il répond « *Non, la preuve, c'est que vous vous emmerdez comme des rats morts* ». Implicitement, le formalisme organisationnel est lié à la centralisation bureaucratique accusée de tendre à se scléroser et se couper de la base militante. L rejette aussi l'insertion du groupe dans les institutions de rencontre entre formations associatives, comme %B participait aux « forums des associations » : « *on a essayé, c'est parfaitement inefficace* ». %A semble donc prêt à accueillir les membres de %B, mais pas la connotation politicienne qu'avait leur groupe. Cela se traduit aussi par le fait que T a tenté de faire revenir, à l'occasion de la fusion, les militants qui étaient partis de %B.

Cette critique ne doit pas faire oublier que %A participe bien, comme d'autres formations, de l'univers politique organisé. C'est un groupe qui fait entendre ses idées au moyen d'un « répertoire d'action collective » [Tilly 1986]. Les militants sont souvent « *déjà engagés dans des organisations et des combats parallèles* »¹⁰, et participent à des manifestations aux côtés d'autres organisations. Ils disposent d'un « capital militant » élevé ; « *Les activistes « libertaires » ont pour la plupart acquis dans leur milieu familial des valeurs de gauche, un intérêt important pour la politique et un ensemble de dispositions les portant à valoriser l'engagement militant* » [Luck]. Leur capital culturel leur permet de jouer sur les codes, et notamment d'être vus par les médias ; ils peuvent ainsi remporter la « manifestation de papier »

⁹ Tilly C., Diacon E., *La France conteste : de 1600 à nos jours*, Fayard, 1986.

¹⁰ Mail de L pour motiver les inscrits sur la liste de diffusion électronique à adhérer à l'association

[Champagne, 1984]. Ainsi, avant la manifestation du 30 septembre, l'affiche « *Avis de recherche François Hollande* » m'avait été présentée par S* comme destinée aux médias : « *ils vont adorer* », de même que les déguisements de bagnards portés par des militants [voir annexe « 30.09 »] Le comité local fait ainsi de sa visibilité un objectif en soi ; c'est d'ailleurs un des objectifs de la « manif du 30 » que de se « *faire entendre* », même si « *on sait très bien qu'il n'y a aucune chance que [la demande de référendum sur le traité budgétaire] passe* » [P']. Cette importance de l'image renvoyée pose problème à Attac, dont la démographie est visiblement vieillissante, au regard d'autres formations plus jeunes (mouvements « Occupy », notamment). Cela a des incidences sur la participation, car les membres assez âgés du groupe ne peuvent souvent pas se déplacer facilement, ou mettre en scène une occupation de bâtiments ; ainsi, tout le groupe déplore que personne ne se rende à la « ZAD » de Notre-Dame des Landes (si ce n'est une octogénaire, dont l'action est érigée au rang de mythe – ce qui masque mal l'exceptionnalité de ce cas).

Le refus idéologique de se poser des cadres trop formels entraîne un certain nombre d'ambiguïtés pour %A. Ses frontières sont floues : 66 personnes sont adhérentes officielles à ce comité local auprès d'Attac ; mais moins d'un quart assiste aux réunions et participe aux actions communes ; par contre, plusieurs personnes militent avec %A sans y être inscrites ; et plus d'une centaine de personnes sont inscrites à sa lettre d'information électronique. Le groupe est officiellement une section locale d'Attac France, et est satisfait des dirigeants nationaux « *copains* » efficaces et engagés ; il rappelle son appartenance au mouvement lors des « conférences nationales des comités locaux » (CNCL). Cependant, là aussi il y a des tensions ; à l'approche des élections, L rappelle que la direction pourrait infléchir la ligne de l'association et qu'il faut donc rester vigilant ; il donne des conseils de vote, en conseillant d'éviter les candidats considérés comme trop ambitieux, ou plus utilitaristes que convaincus par la cause altermondialiste. %A doit aussi arbitrer entre le prestige d'envoyer ses membres au CA (L s'en vante) et la responsabilité que cela entraîne vis-à-vis du reste de l'association : le groupe refuse d'avaliser la candidature de candidats dont il n'est pas certain (W en 2006).

Une autre tension vécue par le groupe se situe entre la discussion sur le plan théorique et l'application dans l'action concrète. Les idées de changement ciblent avant tout la société civile, et seulement comme conséquence, l'économie ou l'État [Cohen, 1985] ; on valorise avant tout un sens des réalités et du concret, au nom de perspectives à l'échelle humaine. Toute une rhétorique de l'action se met en place, qui permet de valoriser l'agir jusque dans la discussion : il s'agit de « *faire* », d'« *aller* », d'opérations « *choc* » et « *coup de poing* » - même quand ce sont des distributions de tract. Finalement, l'importance de l'agir apparaît comme une façon de passer outre les contradictions sur la plan idéologique, le flou de certains projets ; K' en fait état quand elle décrit des « *contradictions dans [s]a tête* », quand elle dit ne plus savoir « *où on va* ».

[#5] Frictions sur ce qu'il y a à faire le samedi 22 septembre : elle [K'] a prévu d'aller à une manifestation contre les gaz de schiste ; mais le même jour une réunion de commémoration pour le mouvement des sans-papiers est prévue. Peu à peu elle s'oppose de plus en plus clairement aux autres

en énonçant que les gaz de schiste sont pour elle une priorité. Les autres sont visiblement gênés, mais la tension s'apaise lorsqu'ils « décident » (en fait constatent, mais sur le ton d'une décision) que la division des tâches est profitable.

Il s'agit aussi, par les actes, de faire évoluer les idées dominantes dans la société ; montrer qu' « *un autre monde est possible* » vise à faire changer les valeurs et *ce qui sous-tend* la situation actuelle jugée intolérable, plus que la situation elle-même. Cela procède d'un « militantisme moral » [Reynaud, 1980], contre les valeurs dominantes, à commencer par celles qui sous-tendent la politique ; et cela passe par la construction d'une espace de discussion. La finalité est bien un objectif « *d'action, et non d'un effort de clarté doctrinale ou de constitution d'un fonds commun d'analyse. La justification du regroupement est de permettre à ses membres d'entreprendre, hors du groupe et avec d'autres [...], les actions qui permettront un changement réel de la situation dans laquelle ils sont engagés.* » Et pourtant, pour les militants, « *le vrai lieu de la politique se trouverait idéalement dans l'élaboration collective d'idées, de programmes et de valeurs par les acteurs des mobilisations contestataires eux-mêmes.* » [Luck] : l'espace politique est précisément celui qui fait le lien entre pensées et action.

Ainsi, par leur participation critique, « *les militants cherchent à construire un modèle d'action politique débarrassé des logiques de pouvoir et garantissant le plein respect des inclinations de chacun* » [Luck] ; cela répond à une « *dé légitimation de la politique institutionnelle* » chez les militants, pour qui le système politique s'est détourné des voies menant au bien commun. Ce scepticisme « est renforcé chez les militants « libertaires » par leur compétence politique et leur expérience d'une politique menée et vécue autrement » [Luck]. Il y a ainsi une auto-alimentation des représentations (critique de la politique) qui stimulent l'action (élaboration de modèles alternatifs, « *agir Attac* » [Tartakowsky, 1998]), qui en retour renforce les représentations (confirmation qu' « *un autre monde est possible* », et souhaitable). Ce cercle est celui d'un activisme (sur le plan théorique et pratique), « *qui constitue le cœur de la politique* » [Luck]. Mais comment le définir ? A quelle condition un choix de consommation, par exemple, fait-il partie de l'activisme ? Il faut une instance qui construise et légitime une définition acceptable de l'activisme pour les militants : c'est le comité local. C'est lui qui définit les normes de l'activisme, les actions qui répondront à cette participation légitime ; et ce, à travers la dimension spécifique de l'interaction au sein du groupe, comme légitimation par la démocratie réelle. Dans cette dimension, on comprend que les militants peuvent se satisfaire d'une participation au groupe, comme participation au politique contre la politique.

C) Le groupe : un espace interactif de participation politique.

La participation dans les réunions est une interaction ; il faut dans troisième temps comprendre les enjeux de la participation individuelle à la dynamique du groupe. Les réunions sont le seul espace où le groupe politique existe en tant que tel. Dans les manifestations et actions concrètes, on agit au nom

d'Attac. Lors des CNCL, le versant politique est assumé par les individus : intervenants, organisateurs, proposant des ateliers (les groupes locaux n'assurent que l'aspect logistique). Enfin, sur les listes de diffusion internet, seules trois personnes sont réellement actives, non le comité local.

Les réunions du groupe sont un cadre aux interactions qui constituent la participation. Il s'agit de discussions, plutôt que de débats : « *La force des accords explicites et surtout implicites entre les militants permet le développement de discussions constructives, car peu conflictuelles, qui aboutissent dans la plupart des cas à une prise de position commune.* » [Luck]. Pour participer aux réunions, il suffit d'être là en acceptant implicitement les bases de l'échange : certains interviennent sur chaque sujet (L, P', Q), d'autres seulement sur « leur » sujet (H ou E et l'immigration), d'autres n'interviennent quasiment jamais, qu'ils prennent des notes (S) ou non (T), voire se tiennent en position de retrait, grommelant et discutant ouvertement avec un voisin tout au long de la séance (T). Des rôles différents existent dans les réunions, formels (trésorier, secrétaire de séance) ou non ; c'est le cas de l'animateur, véritable dirigeant de l'équipe, « *source de 80% de l'information* » [Q à propos de L]. Le groupe a besoin de personnes s'engageant à assumer des responsabilités, ce qui peut être en contradiction avec l'idéal libertaire ; par exemple, même si L m'incite à aller observer d'autres instances d'Attac, le groupe m'a demandé à deux reprises d'être webmaster pour leur site internet. Les positionnements sont des rôles au sein du groupe, mais les interventions dépendent aussi des positions extérieures ; ainsi, P' réinvesti largement son expérience de professeur d'histoire en donnant une leçon sur la genèse du Parti Ouvrier Indépendant :

[#5] «... [ton didactique, emphase, regarde les autres comme s'il vérifiait qu'ils sont attentifs] *au Front Ouvrier. FO, dont je vous rappelle l'origine, est [...]* ».

Ces « capitaux » extérieurs à l'association sont aussi une variable sur laquelle on peut jouer, avec les réseaux : Q suggère à W de solliciter sa hiérarchie pour obtenir des informations sur la situation financière un établissement public (celui-ci refuse catégoriquement, le considérant probablement comme une faute déontologique).

L'intégration de %B est avant tout intégration dans l'interaction : L incite ses membres à venir aux réunions, à proposer des sujets, à prendre la parole. Des responsabilités leurs sont données : dès la réunion de « rencontre », dans les locaux de %A, c'est D' qui doit rédiger un compte-rendu, comme on m'avait proposé de le faire à ma première réunion. On peut y voir un moyen d'intégrer le nouveau venu au travail de groupe. Les cadres de l'interaction sont redéfinis : il faut apprendre à connaître les autres participants (#6). Chacun présente son capital symbolique (l'ancienneté), et le capital symbolique du groupe : Q voudrait pouvoir se servir du lieu prestigieux où %A avait un temps tenu ses réunions. Elle ne sait pas que %A ne s'y réunit plus ; quand Z le lui dit, P' vocifère « *Mais si, on s'en sert !* », pour valoriser le prestige symbolique du groupe lié à ce lieu, qui serait comme une dot apportée à la fusion. Les militants découvrent aussi leurs rôles informels réciproques (#6) ; K' intervient souvent par des demi-phrases, questions inachevées sur lesquels les autres enchaînent. Mais Q, pensant qu'elle veut développer, lui redonne la parole, et K' se retrouve muette, embêtée. Enfin, les groupes découvrent aussi leurs

divergences, notamment sur le sujet de l'Étincelle, épisode dont ils font une interprétation très différente : les membres de %A ont retenu une tentative d'entrisme heureusement empêchée, alors que ceux de %B déplorent avoir manqué une occasion de rallier des jeunes motivés (ce qui traduit encore le caractère plus favorable de %B à une proximité avec la politique). Une fois les avis exposés, on change de sujet sans chercher à en discuter.

Les réunions sont des moments d'interaction entre membres (et groupes, lors de la fusion) ; on peut les analyser comme des « représentations » [Goffman, 1973] : activité limitée dans l'espace et le temps, où des acteurs sociaux agissent pour influencer sur le comportement des autres, conformément à la définition de la situation telle qu'ils se la représentent. Les membres du groupe formaient ici une « équipe » de représentation se donnant une représentation politique.

Les réunions sont l'occasion de la mise en scène d'une démocratie sans intermédiaires. Cela passe d'abord par l'ambiguïté de la hiérarchie ; dans les faits, L est l'animateur et celui qui fixe les orientations de l'activité à %A et distribue la parole lors des réunions ; homme de réseaux connaissant beaucoup de monde à Attac, il donne au groupe des consignes de vote avant les élections au CA. Cependant, il ne cesse de mettre en scène son retrait et des délégations de hiérarchies : il propose systématiquement à Q d'« animer » les réunions, insiste pour que les réunions du comité d'animation ne soient pas chez lui. Lors de la réunion #7, il propose à P' d'animer la réunion en donnant des tours de parole, et celui-ci répond « *que je fasse le président, quoi* » ; on peut l'interpréter comme une façon de rejeter sur L la responsabilité qu'il prenne, dans cette réunion, la même position symbolique de domination qu'il avait à %B. L se défend aussi d'orienter le vote des militants, disant en réunion ne pas vouloir donner de consignes ; elles furent cependant envoyées par mail deux semaines plus tard. Cela va jusqu'à la censure du compte-rendu que j'avais tapé, notant que L avait proposé de soumettre un projet de commission au Forum Social Mondial de Tunis ; en faisant « *quelques corrections* », il attribue cette proposition à d'autres membres plus directement concernés par ce sujet. Dans %B, P' tient ce rôle, de façon moins ambiguë : son départ entraîne la dissolution du groupe. Le rituel de la fixation de l'ordre du jour est une autre mise en scène, où L commence par dire qu'il n'a « *rien prévu* », ou « *pas grand-chose* », et invite chacun à proposer un sujet de discussion : « *qui veut causer ?* ». Mais une fois quelques idées avancées, il annonce ce dont il voudrait que le groupe discute, qui est en fait un plan de réunion déjà prêt. Il y a ainsi une mise en scène de la discussion qui est une manière de présenter les choses comme si elles relevaient d'une décision collective, même si ce n'est pas le cas. De même à #1, la décision de la fusion a été déclarée acceptée « *à l'unanimité* », alors que seulement trois personnes s'étaient déclarées favorables sur les onze présentes. En retouchant le compte-rendu, L écrit finalement « *quasi-unanimité* ». Cette mise en scène de la démocratie participative, selon Luck, « *est de construire, au sein du collectif, un espace qui constitue un modèle alternatif à un système politique représentatif critiqué pour ses dysfonctionnements : des partis coupés de leur base, une large portion de la population exclue de la prise de décision par la domination d'une*

majorité, etc. ». Cependant, la libre-parole de chacun ne doit pas nuire à l'efficacité de la séance : à #9, Y se lance dans un très long récit (plus d'1h20) d'une réunion internationale à laquelle elle a assisté ; visiblement honorée de cette responsabilité et de l'écoute respectueuse assurée, elle a rédigé tout un exposé ; d'ordinaire, ces interventions ne durent pas plus de 30 minutes. A de nombreuses reprises, L qui s'ennuyait (c'est la seule fois où je l'ai vu « gribouiller » sur son cahier) tente – en vain – de l'interrompre.

Les réunions sont aussi le moment d'une mise en scène de l'antipolitisme ; notamment l'opposition de %A à P'. L'animateur de %B est militant au Parti de Gauche, et compte quitter Attac pour s'investir politiquement – c'est un facteur majeur de la disparition de %B. Déjà en #6, L et Q s'étaient opposés à lui lorsqu'il évoquait des luttes sociales à venir, dans une terminologie marxiste ; et à #1, %A s'était moqué de ce « *président qui ne veut plus présider* », l'associant explicitement à la duplicité supposée des politiciens de gouvernements. #7 est la seule fois où j'ai vu les militants empêcher durablement quelqu'un de parler ; P' a tenté de s'imposer comme à %B, coupant régulièrement la parole, tapant sur la table pour se faire entendre. Cela a déclenché des grommellements de la part de membres de %A, signifiants qu'ils ne l'écoutaient pas, puis il a été rappelé violemment à l'ordre par Q, prenant la parole au nom du groupe (qui l'approuve tacitement en faisant tout-à-coup silence).

Les réunions sont le moment où l'anti-formalisme est rendu présent ; par un mécanisme de prophétie autoréalisatrice [Merton, 1957], l'aspect délétère de l'organisation formalisée est mis en évidence. #5 était une réunion pour discuter des modalités de la fusion ; %A craignait cette discussion sur des procédures bureaucratiques, univers très compliqué et éloigné du leur. Par peur de manquer des informations qui les aideraient à comprendre, ils n'ont cessé de vouloir rentrer dans les détails, de chercher la complexité, de revenir sur les aspects déjà discutés pour vérifier qu'ils avaient compris, embrouillant la conversation ; d'employer un vocabulaire juridique qu'ils ne maîtrisaient pas (association *de jure, de facto*), pensant que ces termes de spécialistes étaient appropriés ; et cela a accru le sentiment de complexité, éternisé les discussions, et en retour, a confirmé le postulat d'une complexité inextricable.

Cette « représentation » collective du groupe est spéculaire autant que théâtrale : %B se voit actif et réalisant un modèle politique d'action alternatif lors des réunions. Cette participation au politique semble justifier son existence (prouvant la possibilité de faire autrement), et donc justifie la participation des membres au groupe. Il faut donc comprendre les motifs de légitimation de la participation et d'une satisfaction qui en est retirée ; la participation active au groupe résout ses contradictions et ambiguïtés, au moins sur le plan symbolique.

Nous avons vu que les processus d'action et de décision sont verbalisés dans le groupe, et trouvent ainsi une légitimation démocratique analogue à ce que Habermas a théorisé comme « éthique de la discussion » [1999]. La division du travail militant n'est fonctionnelle que selon un processus légitimant d'ordre rhétorique : chacun participe aux actions qu'il souhaite, selon ses intérêts qui *prévalent* à la

participation au groupe¹¹ ; dans les réunions, les militants ne font que *dire* qu'ils participent à ceci ou cela, les autres les écoutent et l'acceptent sans chercher à y participer. Mais les mettre en commun dans la discussion du groupe donne l'impression satisfaisante que c'est par l'effet bénéfique du groupe qu'une « spécialisation » se met en place, justifiant le partage des tâches. Comme l'écrit Reynaud [1980], « *le rassemblement, l'accord qu'il manifeste ont une simple valeur stratégique : conforter et stimuler les membres* ». On peut aussi venir chercher dans le groupe du capital militant (idées d'action et de slogans à réinvestir ensuite), mais cette recherche doit rester discrète. #7, O vient explicitement pour qu'on lui donne des idées de slogans ; Q refuse clairement, et O apostrophe violemment le groupe : « *restez chacun dans votre truc, chacun sa merde, hein !* » ; ceci met en évidence le fait que l'on attend du groupe l'affichage d'une solidarité, même si l'on ne se mobilise pas sur les mêmes projets. L'approbation et le soutien du groupe font passer de l'action atomisée parmi un ensemble de pistes à un « agir-ensemble », action collective au sens où le groupe la légitime comme prenant part à son projet plus global. Le risque d'atomisation concrète demeure cependant, car les membres participent à des actions très différentes (Q évoque ce risque et son « *ras-le-bol* » vis-à-vis des sollicitations toujours plus diverses et nombreuses, selon elle). Alors, il y a des temps forts de rassemblement, qui sont les réunions, mais aussi des actions fortes où Attac « *doit* » se « *montrer* » pour continuer d'exister : c'est le cas de la manifestation du 30 septembre, à laquelle L me convie de force, me répondant par mail lorsque je lui dis ne pas être sûr de venir : « *A très bientôt : dimanche* ».

L'interaction a une dimension réflexive, qui participe des « rétributions du militantisme » [Gaxie, 2005] sur un plan symbolique et social. Les réunions sont un moment social important, par exemple pour M, toujours soigneusement maquillée et coiffée, et qui est dans les derniers à quitter les pots. La participation au groupe est aussi un moyen d'acquisition d'estime de soi, par la satisfaction de se voir faire avancer une cause à laquelle on se voue. Les discours tendent alors à justifier l'action par l'idée d'une mission sociale, d'un devoir à accomplir : L m'explique sur le chemin d'un pot qu'il est normal que les retraités, qui ont du temps, s'occupent des problèmes qui se posent à long terme (écologie, régime d'économie d'échange...), alors que les jeunes générations seraient déjà beaucoup prises par les soucis du quotidien. Il y a ainsi un certain messianisme dans la participation au comité local, parfois comprise comme un devoir (lorsqu'elle est une contrainte supplémentaire dans des emplois du temps chargés, Q #5). Au vu des possibilités d'action concrète, les militants sont cependant conduits à limiter leurs attentes vis-à-vis du changement qu'ils induisent ; ils valorisent avant tout les actions dont ils peuvent voir les résultats. Ainsi pour K', le comité local a été l'occasion de s'intéresser à des problématiques concrètes que pose la mondialisation (aide aux immigrés), en se détournant des objectifs encore trop « politiques » (généraux et liés au monde institutionnel) d'Attac : elle s'est vite désintéressée de l'exigence d'une taxe Tobin, ne se sentant pas concernée par les transactions financières. M trouve aussi satisfaction dans l'accomplissement de petites tâches, pétitions auprès de ses proches, et résume ainsi sa résolution à se

¹¹ Ainsi, on m'a demandé « *et toi, qu'est-ce qui t'amène ?* », au sens de : « quel sujet te mobilise le plus ? »

vouer à des actions d'ampleur modérée mais dont les résultats sont facilement constatables : « *on a les croisades qu'on peut avoir !...* » (#8).

La participation au groupe résout donc les contradictions internes au groupe, les tensions qui naissent de l'ambiguïté de sa définition et de celle de sa mission. Mais elle résout aussi les contradictions externes que l'on formule à l'encontre du groupe, en « retournant le stigmat » d'une opposition perpétuelle. Dans la perspective d'un « tout est politique », %A joue le rôle de relai d'un « nouveau mouvement social » (écologiste), tel que A. Melucci le définit : il met en œuvre participation directe et refus de la représentation, avec un caractère spontanéiste, antiautoritaire, antihiérarchique ; il superpose déviance et mouvement social, au sens où les individus se pensent en résistance contre un système entier, en assumant leur marginalité : souvent, les actions visent à « embêter », et l'on revendique le fait d'être des « emmerdeurs ». C'est là le retournement du stigmat [Goffman, 1975] ; les militants locaux se font une fierté d'être attaqués, se veulent des « grains de sable »¹² dans les rouages du système politique au sein duquel les partis évoluent. Au sein même d'Attac, une « participation critique » est mise en scène à travers les moqueries (T et M contre R'), les oppositions tolérées (Q contre L), et l'ironie souvent utilisée (Q et L contre W ou F).

En conclusion, j'ai essayé de montrer comment la participation à un comité local d'Attac est une participation au politique en défiance de la politique. Le groupe met en œuvre la formulation d'alternatives concrètes aux orientations du vivre-ensemble, tout en mettant en scène son opposition aux normes dominantes du jeu politique ; cette participation peut être comprise comme « représentation » de soi que donne le groupe, confirmant les attentes des militants en justifiant leurs croyances et valeurs. Bien que l'accent soit mis sur l'œuvre concrète, c'est au niveau symbolique que se situent les véritables enjeux de cette participation en termes de conformation à un idéal militant altermondialiste. C'est dans cette dimension que la participation des individus au groupe est une participation politique, au sens où une représentation et un discours militant communs viennent englober les modes différenciés d'action dans et avec le groupe, liés à un certain nombre de caractéristiques sociales et personnelles.

* * *

RETOUR SUR MA POSITION DE CHERCHEUR.

J'ai choisi une position d'observateur incognito (suite à un concours de circonstance) et participant (le groupe valorisant l'action, et la participation consistant majoritairement à assister aux réunions, un observateur est *de facto* participant ; et ma participation à la manifestation du 30 septembre m'a permis d'observer les membres du comité « sur le terrain »). J'ai ainsi pu avoir accès à un discours non-médiatisé par l'objectif de valorisation du groupe. ATTAC étant très attachée à son image et soucieuse de sa

¹² « Plateforme ATTAC »

présence dans les médias (notamment après le fiasco de communication que fut la crise de 2006), il est à craindre que le groupe modère beaucoup son discours face à un chercheur qui potentiellement présenterait ses travaux à l'extérieur. Ainsi, l'observateur non-dissimulé pourrait face à des effets de censure ; je l'ai constaté lorsque E a essayé de modérer la discussion sur les élections du CA, qui altéraient l'image de démocratisation d'ATTAC : « *Mmb... n'oubliez pas que nous avons un observateur* ». Ce sujet est gênant pour les militants, qui ne voudraient certainement pas que ce genre de pratiques soit connu du grand public. De même, devant son groupe, P' a explicitement justifié par ma position (prétendue) d'engagement personnel que j'assiste au débat sur la dissolution du groupe (qui met en jeu des difficultés profondes de l'organisation d'une part, et d'autre part le sujet délicat de l'engagement partitaire de ce militant) :

« Il nous reste à aborder le sujet, euh ... [*moment d'hésitation*] enfin, bon, oui, Julien, tu peux y assister aussi et dire ton avis, puisque tu vas devenir militant » [#0]

Au début de mes observations, je pensais que le risque principal de ma position d'observateur incognito serait celui de perdre la distanciation au groupe, de devenir un « militant comme les autres » qui véhiculerait le discours de l'institution ATTAC. Cela n'a en fait pas été le cas, du fait de la distance sociale entre nous (tous ont au moins le double de mon âge). Il fut ainsi difficile pour moi d'oublier ma position d'observateur, qui m'offrait un recul critique vis-à-vis du discours que tenaient les militants. Ils se sont adressés à moi comme à un néophyte du militantisme, m'expliquant leur position, le fonctionnement de l'organisation, ou me racontant des anecdotes. J'ai donc pu caractériser les convictions et opinions des militants en tant que telles ; notamment, comprendre que les « faits » qu'ils énoncent sont médiatisés par un certain discours qu'ils acceptent.

Cependant, j'ai été surpris de la vision réflexive de que les militants ont de leur engagement. Il m'a fallu prendre du recul vis-à-vis de ce détachement affiché au groupe ATTAC et à son organisation formelle ; car si les militants soulignent les faiblesses du groupe et les limites de leur engagement, il s'agissait pour moi de comprendre pourquoi ils continuaient à y participer. Surtout, il s'agissait de reconstruire les déterminants proprement *sociaux* de cet engagement, car les militants limitaient généralement devant moi leur registre de justification à la satisfaction et au bonheur personnel – s'identifiant eux-mêmes à moi (ayant entamé leur engagement altermondialiste à mon âge).

Il a donc fallu comprendre les déterminants du discours que les militants tenaient devant moi sur leur engagement. Ils auraient pu avoir intérêt à convaincre un chercheur, qui allait produire un discours public sur leur association ; mais dans mon cas, était-ce une volonté « désintéressée » de me convaincre ? Certes, puisqu'ils pensaient que je venais à ATTAC comme eux y étaient venus, les militants pensaient que je pourrais y trouver un épanouissement militant comme eux l'avaient trouvé (cela s'est notamment traduit par les invitations à des types de mobilisation qui « *devraient [me] plaire* ») ;

Il faut aussi y voir un « intérêt » en termes de valorisation personnelle, au sens où il peut être gratifiant pour des militants de voir leur parcours et leur « œuvre » poursuivie par de nouvelles générations ; ce qu'ils ont construit en termes de groupe et de participation politique ne s'éteindrait pas

avec eux – et cet effet a pu être d'autant plus fort que précisément ATTAC ne parvient pas à renouveler ses générations de militants.

ANNEXE 30/09



Image parue dans *Le Dauphiné* le 31/09/2012 : des manifestants d'Attac portent des costumes de bagnards et affichent un « Avis de recherche » contre le président de la République, François Hollande, qu'ils érigent en symbole de la trahison dont font preuve les partis politiques. Ici, le président serait revenu sur une promesse de campagne, la renégociation du pacte budgétaire européen. Cette image, toujours disponible sur le site ledauphine.com, montre l'efficacité des actions du groupe, qui sait jouer avec les codes des médias et répondre à leurs attentes. Selon la légende du journal, cette image « était partout [lors de la manifestation] dans le cortège », alors que seule la minorité de militants Attac l'affichait ; par contre, elle fut très présente, dès le lendemain, dans les médias. C'est un bon exemple des actions réfléchies et commentées dans le comité local, lui renvoyant une image d'activité et d'efficacité militante.

Bibliographie

- Agrikoliansky E., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 » ; *Revue française de science politique* ; 2001/1 - Vol. 51 ; Presses de Sciences Po
- Becker H., Peretz H., Mailhos J., *Les Ficelles du métier : comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Repères La Découverte, 2002.
- Berlivet L., Sawicki F., « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, 27, 1994
- Bourdieu P., « Un Acte désintéressé est-il possible ? », *Raisons Pratiques*, Seuil, 1994
- Champagne P., « La manifestation. La production de l'événement politique ». In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 52-53, juin 1984.
- Clair I., « Normes », in Paugam Serge (dir.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que Sais-Je ? »
- Cohen J., « Strategy or identity: New Theoretical paradigms and contemporary Social Movements », *Social research*, vol. 52, 4, 1985
- Cruzel E., *Trajectoires militantes à ATTAC : les adhérents de Gironde et de Haute-Garonne* ; Colloque "Les mobilisations altermondialistes" 3-5 décembre 2003
- Durkheim E., *De La Division du travail social*, Presses universitaires de France (1991)
- Durkheim, É., *Les Règles de la méthode sociologique*, Presses universitaires de France (2004)
- Durkheim E., *Les Formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*, Presses universitaires de France (1998)
- Friedberg E., « Les Quatre dimensions de l'action organisée », *Revue française de sociologie*, #33, 1992, 4,
- Gaxie D., « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977,
- Gaxie D., « Au-delà des apparences », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°81-82, 1990,
- Goffman E., *La mise en scène de la vie quotidienne 1 : La présentation de soi*, Le Sens commun, Editions de Minuit, 1973
- Hunt S. et Benford D., « Identity Talk », *Journal of Contemporary Ethnography*, # 22, 4, 1994
- Kitschelt H., « La gauche libertaire et les écologistes français » ; *Revue française de science politique*, n°3, 1990.
- Lazarsfeld P., *The People's Choice: How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, Columbia University Press, 1944
- Luck S., « Entre contestation et participation, L'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire » ; *Revue française de science politique* ; 2008/2 - Vol. 58, Presses de Sciences Po
- Marty T., *Le militantisme intellectuel des membres d'ATTAC Toulouse. Disposition enseignante, autodidaxie et légitimité dans un "comité local"* ; Colloque "Les mobilisations altermondialistes" 3-5 décembre 2003
- Melucci A., « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n° 2, 1978
- Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Repères La Découverte, 4^e éd., 2011
- Reynaud E., « Le militantisme moral », in Mendras (dir.), *La Sagesse et le désordre, France 1980*, Bibliothèque des Sciences humaines, NRF, Gallimard.
- Wintrebert R. ; *Attac, la politique autrement ? Enquête sur l'histoire et la crise d'une organisation militante*, Textes à l'appui, La Découverte, 2007
- Wintrebert R., *Sociologie de la critique. A propos d'ATTAC France et de Functions of social conflicts de Lewis A. Coser*, P.U.F., *Cahiers internationaux de sociologie* ; 2006/1 - n° 120

Textes produits par ATTAC

- ATTAC, Cassen B., Massiah G. (dir.), *Manifeste altermondialiste*, 2007, Les Petits Libres, Mille et une nuits
- ATTAC France, « Plateforme ATTAC », 3/06/1998
- Cassen B., « Attac, mode d'emploi », 01/07/1998
- Ramonet I., « Désarmer les marchés », *le Monde Diplomatique*, 1997
- Tartakowsky P., « Construire ATTAC, Agir ATTAC » ; 01/10/1998